L’appareil répressif burundais s'est hissé au niveau des "standards rwandais"

The Conversation, 10 avril 2016 Â« Lâ€™ordre rÃ©tabli Â» au Burundi : rÃ©alitÃ©s et faux-semblants Par AndrÃ© Guicha
Professeur des universitÃ©s, UniversitÃ© Paris 1 PanthÃ©on-Sorbonne En mars 2016, au terme de la sÃ©rieÂ des visites des
personnalitÃ©s Ã©minentesÂ mandatÃ©es par de hautes instances internationales (Nations unies, Union africaine, etc.), tous
les discours des officiels burundais que jâ€™ai pu recueillir sur place affichaient la satisfaction de la paix retrouvÃ©e et de la
normalisation de la situation politique. Ils se basaient sur trois credosÂ :
Â«Â Lâ€™ordre est rÃ©tabli dans tous les quartiers de la capitaleÂ Â» Â«Â Les forces terroristes ont Ã©tÃ© anÃ©antiesÂ Â»
bÃ©nÃ©ficions du soutien massif de la population burundaiseÂ Â». Ã€ les entendre, la sortie de la crise serait bien engagÃ©eÂ
Â«Â Toutes les institutions sont aujourdâ€™hui en place et fonctionnent normalementÂ Â» Â«Â Nous avons mis en place un
cadre de dialogue la [Commission nationale de Dialogue Interburundais] et abordons les causes de nos problÃ¨mes de
face [Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation]Â Â». Les corollaires logiques sont dÃ©sormais incontournablesÂ : Â«Â Aujou
il nâ€™y a plus rien Ã nÃ©gocierÂ Â» Â«Â Si des opposants se joignaient au dialogue national, personne nâ€™a mÃªme env
quoi que ce soit puisse leur Ãªtre concÃ©dÃ©, sauf peut-Ãªtre dans la deuxiÃ¨me moitiÃ© du mandat, pour la prÃ©paration de
prochaine Ã©chÃ©anceÂ Â». Une approche qui illustre la position de force dans laquelle les autoritÃ©s en place estiment se
trouver. Un affaiblissement durable des oppositions intÃ©rieures et extÃ©rieures Effectivement, bien des Ã©lÃ©ments
confortent le sentiment de lâ€™extrÃªme faiblesse des oppositions rÃ©duites au silence et/ou pourchassÃ©es Ã lâ€™intÃ©rie
pays, et lâ€™incapacitÃ© de peser sur les enjeux nationaux pour ceux qui sont installÃ©s lâ€™Ã©tranger. Ainsi, plusieurs moi
la crÃ©ation du CNARED (Conseil national pour le respect de lâ€™Accord dâ€™Arusha pour la Paix et la RÃ©conciliation au
Burundi et de lâ€™Ã‰tat de droit), ses leaders nâ€™arrivent toujours pas Ã en fÃ©dÃ©rer les composantes ni Ã sâ€™exprim
voix. Les formules volontaristes de lâ€™hiver annonÃ§ant Â«Â le retour Ã Bujumbura pour NoÃ«lÂ Â» nâ€™ont donc plus co
bien des interrogations prosaÃ¯ques sâ€™imposent dorÃ©navant aux exilÃ©s aussi bien sur le plan personnel (revenus, sÃ©c
des Â«Â biens vacantsÂ Â») que de lâ€™efficacitÃ© politique. Interrogations quâ€™illustrent la rÃ©intÃ©gration de quelques
Â«Â frondeursÂ Â» repentis et les allers-retours au pays dâ€™opposants. Dâ€™autre part, de nombreuses informations confi
que leÂ soutien actif accordÃ© par les autoritÃ©s rwandaises aux Â«Â rÃ©sistantsÂ Â»Â au dÃ©but de la crise est dÃ©sormais
par une profonde dÃ©ception face aux divisions et au laxisme organisationnel qui rÃ¨gnent parmi les divers groupes de
civils et de militaires rÃ©fugiÃ©s au Rwanda. Lâ€™absence de leadership clair, de direction politique et de discipline semble
avoir dissuadÃ© les dirigeants rwandais de poursuivre leur politique interventionniste initiale pour privilÃ©gier une stratÃ©gie
dâ€™isolement et dâ€™affaiblissement du pays voisin. On notera quâ€™aprÃ¨s lâ€™assassinat du gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshi
2Â aoÃ»t 2015, lâ€™Ã©chec de celui du chef dâ€™Ã©tat-major de lâ€™armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Prime Niyongabo, le 11Â sep
marquÃ© la fin des opÃ©rations commandos ciblant les hauts dignitaires du rÃ©gime. De mÃªme, lâ€™attaque spectaculaire â
sans portÃ©e â€“ de camps militaires, le 11Â dÃ©cembre, dÃ©montrait Ã nouveau la permÃ©abilitÃ© des dispositifs de dÃ©fe
forces armÃ©es. Mais elle illustrait surtout lâ€™inanitÃ© dâ€™opÃ©rations Ã lâ€™impact incertain ne relevant dâ€™aucune s
coordonnÃ©e. Aujourdâ€™hui, la plupart des attentats et agressions illustrent la banalisation de formes de violences
dÃ©libÃ©rÃ©es ou tolÃ©rÃ©es propres Ã un contexte dâ€™impunitÃ© ou relÃ¨vent dâ€™actes de haine ou de vengeance qu
de la part de jeunes traquÃ©s comme Â«Â terroristesÂ Â». Tout laisse donc penser que lâ€™effondrement du mouvement de
rÃ©sistance, lâ€™impuissance des chefs et la dÃ©moralisation des militants de lâ€™intÃ©rieur et de lâ€™extÃ©rieur sont des
durables. Le renforcement des forces de sÃ©curitÃ© Lâ€™ordre rÃ¨gne donc, pour lâ€™essentiel, Ã BujumburaÂ et cette
performance ne doit pas Ãªtre sous-estimÃ©e. En moins dâ€™un an, les rÃ©sultats de la politique de renforcement des
capacitÃ©s de lâ€™appareil rÃ©pressif burundais en matiÃ¨re de renseignement, dâ€™encadrement, de communication, de
Â«Â professionnalisationÂ Â» de ses mÃ©thodes sont incontestables. Il sâ€™agissait lÃ , explicitement, pour les chefs du Serv
national de renseignement et de la Police de se hisser dans les plus brefs dÃ©lais au niveau des Â«Â standards
rwandaisÂ Â» et dâ€™assurer sur tout le territoire la symbiose des services de renseignement, des forces de police et des
forces miliciennes locales. Mais la Â«Â politique de rattrapageÂ Â» vis-Ã -vis du voisin rwandais en matiÃ¨re dâ€™Ã‰tat auto
ne sâ€™est pas arrÃªtÃ©e lÃ . Lâ€™ajustement prÃ©vaut aussi sur le plan de lâ€™abolition des libertÃ©s publiques et du con
institutions avec la fermeture des mÃ©dias indÃ©pendants, la dissolution des principales organisations de la sociÃ©tÃ© civile,
la proscription des activitÃ©s des partis dâ€™opposition et le dÃ©doublement de leurs instances par des directions suscitÃ©es
par les autoritÃ©s, la soumission de la justice, les assemblÃ©es parlementaires monocolores Â«Â associantÂ Â» des
opposants Ã©lus bien que non candidats. On notera, Ã cet Ã©gard, que le prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale est auss
prÃ©sident du CNDD-FDD (le parti au pouvoir). Des avancÃ©es telles que des cadres du parti CNDD-FDD estiment que la
Â«Â RÃ©publique burundaise en cours de refondationÂ Â» est devenue plus stable et durable que le Â«Â modÃ¨le rwandaisÂ
en raison de la Â«Â lÃ©gitimitÃ© dÃ©mocratiqueÂ Â» de sa reprÃ©sentation populaire. Â«Â Les rÃ©gimes militaires ont durÃ©
ans, nous ferons mieuxÂ Â»Â : il ne sâ€™agit pas lÃ dâ€™une prophÃ©tie auto-annoncÃ©e, mais dâ€™une volontÃ© dÃ©ter
soit le prix. On peut cependant sâ€™interroger sur la maÃ®trise rÃ©elle de la crise quâ€™autorise la gÃ©nÃ©ralisation de lâ€
policiÃ¨re sur lâ€™ensemble un pays. Les limites dâ€™une stratÃ©gie Ã haut risque Sur le plan politique tout dâ€™abord.
AssurÃ©ment, la peur et le dÃ©couragement, la rÃ©pression indiffÃ©renciÃ©e des Â«Â manifestants/opposants/terroristesÂ Â»
lâ€™encadrement de proximitÃ© de tous les citoyens dissuadent les vellÃ©itÃ©s dâ€™expression publique. Et surtout pour la
de la population, la misÃ¨re et lâ€™exigence de survie imposent dâ€™autres prioritÃ©s. Une population sous le choc qui, aprÃ
trente ans de rÃ©gime militaire et dix de guerre civile, pensait sâ€™Ãªtre Ã©mancipÃ©e des sÃ©grÃ©gations ethniques et des
exclusives politiques et imaginait bÃ©nÃ©ficier enfin dâ€™une paix durable dans un cadre dÃ©mocratique et pluraliste stable.
Mais ce serait faire injure Ã ce peuple dâ€™imaginer quâ€™il puisse renoncer durablement Ã ces conquÃªtes chÃ¨rement pay
du seul fait de lâ€™obstination dâ€™une Ã©quipe prÃ©sidentielle Ã se maintenir au pouvoir au terme des Ã©chÃ©ances
constitutionnelles. Un renoncement dâ€™autant plus improbable que les prÃ©occupations qui commenÃ§aient Ã sâ€™impose
cÅ“ur de la campagne Ã©lectorale avortÃ©e de 2015 se focalisaient sur les faiblesses de la gouvernance et lâ€™impuissance
dâ€™un pouvoir Â«Â issu du peupleÂ Â» Ã offrir aux jeunes gÃ©nÃ©rations des perspectives dâ€™insertion sociale et Ã©con

motivantes. Un an aprÃ¨s, si aucun acquis tangible ne ressort de ce coup de force des Â«Â dÃ©mocratesÂ Â», la chute des exportations, la fuite des capitaux, lâ€™absence dâ€™entretien et de maintien de la viabilitÃ© des infrastructures et bÃ¢tis (transports, Ã©nergie, santÃ©â€¦), la rÃ©duction drastique des prestations sociales donnent au pays lâ€™occasion de se distin par dâ€™autres prouesses. ClassÃ© par le FMI au second rang des pays les plus pauvres en 2013 et 2014, il gagne une place en 2015 et devient ainsiÂ Â«Â le pays le plus pauvre de la planÃ¨teÂ Â»Â avec un PIB de 315 dollars par habitant. Alors que lâ€™Ã‰tat concentre la quasi-totalitÃ© de ses maigres ressources sur le renforcement des moyens de lâ€™appareil sÃ© et le paiement des salaires de la fonction publique, et que le parti demande aux populations dÃ©jÃ pressurÃ©es de se prÃ©parer Ã Â«Â regagner la forÃªtÂ Â» pour rÃ©sister Ã lâ€™ennemi rwandais et Ã ses alliÃ©s locaux, on peut se demand et pendant combien de temps il sera possible aux autoritÃ©s de compter sur la capacitÃ© de rÃ©silience des masses rurales. Câ€™est bien pourquoi, toutes Ã©tiquettes politiques confondues, les Ã©lites de gestion de lâ€™administration centra des services dÃ©centralisÃ©s expriment dÃ©sormais outre les discours convenus, leurs rÃ©serves personnelles, leur lassitude voire leur inquiÃ©tude pour lâ€™avenir. Des propos similaires Ã ceux que tiennent nombre de hauts cadres politiques et Ã©conomiques Ã lâ€™affÃ»t des moindres signes sur lâ€™Ã©volution des Ã©quilibres dÃ©licats qui prÃ©valent entre les diffÃ pouvoir sans cesse mis en compÃ©tition sur des objectifs souvent antinomiques. Des interrogations similaires pÃ¨sentÂ sur lâ€™action diplomatique Ã lâ€™Ã©chelle rÃ©gionale et internationale.Â Un domaine dans lequel les autoritÃ©s s dâ€™avoir donnÃ© des leÃ§ons de fermetÃ© et dâ€™indÃ©pendance nationales face Ã toute forme de pression Ã©trangÃ¨re argument fort sur le continent de la part dâ€™un petit pays qui se dÃ©clare victime dâ€™un complot international. Mais, lÃ enc on peut se demander si la posture du Burundi dÃ©passe le niveau des apparences alors quâ€™il lui a fallu recourir Ã des stratagÃ¨mes politiciens pour pondÃ©rer le 29Â fÃ©vrier dernier lâ€™expression des rÃ©serves lors de la visite des chefs dâ€™ lâ€™Union africaine ou Ã©chapper Ã un communiquÃ© conjoint des clercs anglicans et catholiques la semaine suivante. De mÃªme, les prÃ©venances de la dÃ©lÃ©gation du secrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral des Nations unies nâ€™ont pas empÃªchÃ© le Co sÃ©curitÃ© de valider peu aprÃ¨s et Ã lâ€™unanimitÃ© le principe de lâ€™envoi dâ€™une force de police internationale.Â En institutions rÃ©gionales sont actuellement dans lâ€™expectative et certaines de leurs activitÃ©s suspendues au dÃ©nouemen de la crise burundaise. Mais est-ce bien le Burundi qui est au cÅ“ur des dÃ©bats alors que celui-ci ne pÃ¨se quâ€™Ã la marge sur la plupart des grands dossiers Ã©conomiques et politiques rÃ©gionauxÂ : lâ€™adhÃ©sion du Sud-Soudan Ã la Communa Ã©conomique est-africaine, le financement des corridors de dÃ©senclavement nord et centre, le leadership au sein de la CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est, lâ€™implantation des hubs aÃ©riens et les accords de trafic continentaux, etc. Ou nâ prÃ©texte dans le rÃ©ajustement global des diplomaties des grands pays de la rÃ©gion confrontÃ©s notamment aux ambitions rwandaisesÂ ? Ã€ lâ€™avenir, au regard des positionnements officiels des acteurs nationaux de la crise, le bilan de lâ€™aver du troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Nkurunziza pourrait, en lâ€™absence dâ€™ouvertures politiques significatives, sâ€™avÃ© plus lourd quâ€™il ne lâ€™est dÃ©jÃ .